



## **PRÉFÈTE DE SEINE-MARITIME**

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de NORMANDIE**

**Arrêté préfectoral du 31 MAI 2018**

**autorisant la société CRISTAL UNION située 1150, rue Albert Perne – 76740 FONTAINE-LE-DUN, à épandre des boues issues de la sucrerie**

**La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-7 et L.171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant M<sup>me</sup> Fabienne BUCCIO préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 17-137 du 27 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 15 avril 2016 prenant acte de la prise de possession, par la société CRISTAL UNION, des activités précédemment exploitées par la société VERMANDOISE INDUSTRIES sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux et récépissés réglementant les activités exercées par la société CRISTAL UNION, notamment l'arrêté préfectoral du 2 février 2004, complété par les arrêtés préfectoraux des 8 janvier 2007, 10 juillet 2015, 31 décembre 2015 et du 11 novembre 2017 sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN (76740) ;
- Vu la demande présentée par la société CRISTAL UNION, dont le siège social se situe Route d'Arcis-Sur-Aube, 0700 VILLETTE-SUR-AUBE, pour son établissement implanté au 1150, rue Albert Perne, CS 70001, FONTAINE-LE-DUN (76740) en vue d'obtenir l'autorisation d'épandre des boues issues de la sucrerie, sur des parcelles agricoles réparties sur 31 communes de la Seine-Maritime ;
- Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- Vu la demande susvisée déclarée recevable le 20 juillet 2017 ;
- Vu la décision du tribunal administratif de Rouen portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 novembre 2017 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée d'un mois du 08 janvier au 07 février 2018 inclus ;

- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu la publication de cet avis en dates des 7 décembre 2017 et 9 janvier 2018 dans un journal local et en dates des 8 décembre 2017 et 12 janvier 2018 dans un autre journal local ;
- Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes citées à l'article 1.2.2 des prescriptions du présent arrêté ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 19 avril 2018 ;
- Vu l'avis du CoDERST, en date du 15 mai 2018, au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 16 mai 2018 ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 23 mai 2018.

#### **CONSIDÉRANT :**

qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

que les mesures imposées à l'exploitant, notamment l'autosurveillance des épandages et les interdictions d'épandage sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par l'activité ;

que les mesures techniques envisagées par l'exploitant pour moderniser les installations de traitement des boues et diversifier les solutions de valorisation contribuent à la diminution des impacts dus aux rejets des eaux industrielles traitées sur le milieu naturel, Le Dun ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

#### **ARRÊTE**

##### **Article 1<sup>er</sup> -**

La société CRISTAL UNION dont le siège social est situé Route d'Arcis sur Aube – VILLETTE SUR AUBE (10700) est autorisée à exploiter les installations, implantées 1150, rue Albert Perne, CS 70001, FONTAINE-LE-DUN (76740), dont la liste figure dans les prescriptions annexées au présent arrêté.

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant doit se conformer aux dispositions du code du travail et notamment ses articles R. 4451-1 à R. 4451-144, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

**Article 2-**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'établissement, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon lisible à l'intérieur du site d'exploitation.

**Article 3-**

L'établissement est soumis à la surveillance de la police de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, du service départemental d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration juge nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et la salubrité publiques.

**Article 4 -**

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment de sanctions pénales, de sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

**Article 5 -**

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-74 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Article 6 -**

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rouen. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de 4 mois pour les tiers à compter du jour de sa publication.

**Article 7 -**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 8 -**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de FONTAINE le DUN et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de FONTAINE le DUN. Le maire de la commune de FONTAINE le DUN fait connaître, par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal consulté et autorités locales, à savoir Angiens, Autigny, Blosseville, Bourville, Brametot, Bénerville, Cailleville, Canville les Deux Eglises, Crasvilla la Rocquefort, Drosay, Ermenouville, Fontaine le Dun, Gueutteville les Grès, Hautot l'Auvray, Hébertville, Houdetot, La Chapelle sur Dun, La Gaillarde, Le Mesnil-Durdent, Longueil, Ouvre la Rivière, Plène Sève, Prétot-Vicquemare, Quiberville, Rainfreville, Sainte-Colombe, Saint-Laurent en caux, Saint-Pierre le Vigier, Saint-Vaast-Dieppedalle, Tocqueville en Caux et Vénestanville dans le département de la Seine-Maritime.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un mois.

**Article 9 -**

Le secrétaire général de la préfecture de Rouen, le sous-préfet de l'arrondissement de Dieppe, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice générale de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services incendie et secours sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de FONTAINE-LE-DUN.

Fait à ROUEN, le 31 MAI 2010

La préfète,  
pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,



Yvan CORDIER



## Liste des articles

Rouen, le 31 MAI 2018

la préfète  
Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général  
Yves CORDIER

<b>TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET ONDITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>7</b>
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION	7
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation	7
CHAPITRE 1.2 ÉPANDAGES	7
Article 1.2.1. Activité liée à l'épandage	7
Article 1.2.2. Localisation des parcelles du plan d'épandage	7
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	8
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION	8
CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ	8
Article 1.5.1. Porter à connaissance	8
Article 1.5.2. Mise à jour des études D'IMPACT et de dangers	8
Article 1.5.3. Changement d'exploitant	8
Article 1.5.4. Cessation d'activité	8
CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS	8
<b>TITRE 2 – GESTION DES ÉPANDAGES</b>	<b>9</b>
CHAPITRE 2.1 CONDITIONS D'EXPLOITATION	9
Article 2.1.1. Objectifs généraux	9
Article 2.1.2. Consignes d'exploitation	9
CHAPITRE 2.2 PROPRIÉTÉ	9
CHAPITRE 2.3 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU	9
CHAPITRE 2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS	10
L'exploitant met en œuvre toute disposition pour éviter tout incident durant les opérations de stockage, transfert et d'épandage des boues	10
CHAPITRE 2.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	10
Article 2.5.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	10
Article 2.5.2. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection	10
<b>TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	11
Article 3.1.1. Dispositions générales	11
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles	11
Article 3.1.3. Odeurs	11
<b>TITRE 4 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS</b>	<b>12</b>
CHAPITRE 4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	12
Article 4.1.1. Aménagements	12
Article 4.1.2. Véhicules et engins	12
Article 4.1.3. Appareils de communication	12
CHAPITRE 4.2 VIBRATIONS	12
<b>TITRE 5 - CONDITIONS D'ÉPANDAGE</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 5.1 ÉPANDAGE	13
Article 5.1.1. Épandages interdits	13
Article 5.1.2. Épandages autorisés	13
Article 5.1.2.1. Règles générales	13
5.1.2.1.1 Caractéristiques de l'épandage	14
5.1.2.1.2 Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare	15
5.1.2.1.3 Dispositifs de stockage des boues	15
Article 5.1.2.2. Épandage	15
Article 5.1.2.3. Stockages des boues et épaississement des boues	16
Article 5.1.2.4. Épandage	17
Article 5.1.2.5. Délais avant épandage	17
<b>TITRE 6 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS</b>	<b>19</b>
CHAPITRE 6.1 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO-SURVEILLANCE	19
Article 6.1.1. Autosurveillance de l'épandage	19
Article 6.1.1.1. Cahier d'épandage	19

Article 6.1.1.2. Autosurveillance des épandages.....	19
6.1.1.2.1 Surveillance des boues à épandre.....	19
6.1.1.2.2 Surveillance des sols.....	20
6.1.1.2.3 Suivi de la fertilité chimique des sols.....	21
CHAPITRE 6.2 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS	21
Article 6.2.1. Actions correctives.....	21
Article 6.2.2. Analyse et transmission des résultats de la surveillance de l'Épandage.....	21
CHAPITRE 6.3 BILAN ANNUEL DES ÉPANDAGES	21

**TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES****CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

La société CRISTAL UNION dont le siège social est situé Route d'Arcis sur Aube – VILLETTE SUR AUBE (10700) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs à épandre les boues générées par sa station d'épuration interne au 1150, rue Albert Perne, CS 70001, FONTAINE-LE-DUN (76740), sous réserve du respect des prescriptions des articles suivants.

**CHAPITRE 1.2 ÉPANDAGES****ARTICLE 1.2.1. ACTIVITÉ LIÉE A L'ÉPANDAGE**

Les boues à épandre proviennent de la sucrerie CRISTAL UNION de FONTAINE-LE-DUN et sont issues de la station d'épuration interne de l'usine dont l'activité de sucrerie est classée sous la rubrique IED 3642-2 libellée ainsi : *« traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an. »*

**ARTICLE 1.2.2. LOCALISATION DES PARCELLES DU PLAN D'ÉPANDAGE**

Le périmètre d'épandage concerne 2 280,89 ha, dont 2 102,37 ha aptes à l'épandage. Cette surface est constituée de parcelles agricoles réparties sur 31 communes du département de la Seine Maritime :

Communes	Surface (ha)	Communes	Surface (ha)
Angiens	169,47	La chapelle-Sur-Dun	10,35
Autigny	82,51	La gaillarde	11,1
Blosseville	53,61	Le Mesnil-Durdent	7,45
Bourville	164,39	Longueil	18,05
Brametot	33,25	Ouville-La-Rivière	30,31
Bénesville	64,14	Pleine-Sève	8,68
Cailleville	1,64	Prétot-Vicquemare	7,9
Canville-Les-Deux-Eglises	134,27	Quiberville	2,87
Crasville-La-Rocquefort	2,83	Rainfreville	25,85
Drosay	48,97	Sainte-Colombe	294,18
Ermenouville	208,33	Saint-Laurent-En-Caux	5,37
Fontaine-Le-Dun	106,85	Saint Pierre-Le-Vigier	40,33
Gueutteville-Les-Grès	2,69	Saint Vaast-Dieppedalle	182,51
Hautot-l'Auvray	14,74	Tocqueville-En-Caux	18,73
Héberville	63,75	Vénestanville	98,63
Houdetot	367,14	<b>Soit une surface totale de 2 280,89 ha</b>	

Le fichier parcellaire, les cartes d'aptitudes des surfaces à épandre sont joints en annexe du présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

### **ARTICLE 1.5.1. PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.5.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.3. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Pour les installations de stockage des déchets et les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement, la demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

### **ARTICLE 1.5.4. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Lorsque l'exploitant renonce définitivement à son autorisation d'épandage ou que les dispositifs épuratoires à l'origine des épandages sont mis à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cette renonciation ou de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin des épandages, la mise en sécurité des parcelles. Ces mesures comportent des éléments justifiés relatifs à la nécessité ou non d'une surveillance des effets des épandages sur leur environnement.

En outre, l'exploitant place les parcelles d'épandage dans un état tel qu'elles ne puissent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'elles permettent un usage futur des parcelles compatible avec les usages courants de ces parcelles.

## **CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

**TITRE 2 – GESTION DES ÉPANDAGES**

---

**CHAPITRE 2.1 CONDITIONS D'EXPLOITATION****ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les boues produites et à épandre en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que pour en réduire la quantité produite ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

**ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit et fait respecter des consignes d'épandages pour l'ensemble des parcelles comportant explicitement les vérifications à effectuer (en fonction des saisons, de la pluviométrie, des périodes d'excédent hydrique, des périodes d'épandage) de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes prévoient, notamment l'interdiction des épandages :

- pendant les week-ends, jours fériés et jours entre 2 jours chômés (ponts) sauf conditions météorologiques particulières limitant très fortement le nombre de jours disponibles pour l'épandage pour une campagne donnée ;
- à moins de 50 m des habitations ;
- sur des cultures destinées à la consommation humaine à l'état cru 18 mois avant leur implantation ;
- à moins de 35 m de points (bétoires...) d'infiltration rapide identifiés vers les eaux souterraines ou qui viendraient à se former.

Les épandages sont autorisés sur uniquement, les terres régulièrement cultivées.

La prestation d'épandage fera l'objet d'un cahier des charges qui précisera les règles générales qui encadrent cette activité, et les engagements et responsabilités de chacun. Celle-ci sera confiée à une entreprise compétente dans le cadre d'un contrat qui liera le prestataire à l'exploitant. La préparation, l'organisation et la surveillance de cette activité seront réalisées par des personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers propres aux pratiques d'épandage.

**CHAPITRE 2.2 PROPRETÉ**

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières et de boues.

**CHAPITRE 2.3 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## CHAPITRE 2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant met en œuvre toute disposition pour éviter tout incident durant les opérations de stockage, transfert et d'épandage des boues.

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 2.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

### ARTICLE 2.5.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

### ARTICLE 2.5.2. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.5.4	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 5.1.2.2	Plan prévisionnel d'épandage	Annuel
Article 6.3	Bilan des épandages	Annuel

---

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des boues en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que les installations et équipements ne soient pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement. Les bassins, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

---

**TITRE 4 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

---

**CHAPITRE 4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES****ARTICLE 4.1.1. AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

**ARTICLE 4.1.2. VÉHICULES ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement.

**ARTICLE 4.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**CHAPITRE 4.2 VIBRATIONS**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.



---

**TITRE 5 - CONDITIONS D'ÉPANDAGE**

---

**CHAPITRE 5.1 ÉPANDAGE**

Un contrat lie l'exploitant au prestataire qui réalise l'opération d'épandage et aux agriculteurs exploitants les parcelles destinées à l'épandage des boues. Les contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées.

**ARTICLE 5.1.1. ÉPANDAGES INTERDITS****Épandages interdits :**

Les épandages de boues sont interdits dans les vergers, sur les sols dont l'hydromorphie est marquée dès leur horizon de surface, sur les sols à pH <5 et sur les pentes supérieures à 15 %.

Les épandages de boues sont interdits sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les 3 conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH des sols est supérieur à 5 ;
- la nature des boues peut contribuer à faire remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ;
- le flux cumulé maximal des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs limites de la dernière colonne du tableau de l'article 6.1.1.2.1 du présent arrêté.

En cas de résultats d'analyses non conformes des boues aux dispositions du présent arrêté ou de défection d'agriculteurs, l'exploitant doit les évacuer vers un centre de stockage ou de traitement autorisé.

**Périodes d'interdiction pour les épandages :**

Les épandages sont interdits :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées ;
- sur les terrains à forte pente, tel qu'un ruissellement hors du champ est probable dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ.

**Calendrier des épandages :**

Les périodes d'épandage des boues et les quantités à épandre sont adaptées de manière à :

- assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- empêcher la station prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage et une percolation rapide ;
- empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ;
- empêcher le colmatage du sol.

Les périodes d'épandage des boues respectent les dispositions du calendrier d'épandage du 5<sup>ème</sup> programme d'actions de Haute-Normandie ou tout programme d'actions qui viendrait le remplacer.

**ARTICLE 5.1.2. ÉPANDAGES AUTORISÉS****Article 5.1.2.1. Règles générales**

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de boues issues de la STEP de la sucrerie sur les parcelles des exploitants agricoles, conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation, d'une surface totale de 2 280,89 ha, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par l'étude préalable à l'épandage.

La liste des exploitants, des communes et les surfaces correspondantes, concernées par les épandages des boues de la sucrerie, sont en annexe du présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités de boues destinées à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les boues et d'éviter toute pollution des eaux.

Ces analyses sont effectuées par du personnel compétent et suivant des normes reconnues et les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les boues à épandre sont issues des boues de process de la sucrerie. Aucun autre déchet produit par l'entreprise ou de tout autre site ne pourra être incorporé aux boues destinées à l'épandage. Seules les boues ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandues.

#### **5.1.2.1.1**      *Caractéristiques de l'épandage*

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. L'épandage est réalisé conformément au plan contenu dans le dossier de demande d'autorisation. La surface épandable est de 2 102,37 ha.

Le plan d'épandage comporte a minima les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par l'exploitant. Les fichiers parcellaires par exploitation agricole sont actualisés dans le cadre du premier prévisionnel d'épandage pour intégrer les exclusions et le classement en aptitude moyenne de certaines parcelles suite à la validation hydrogéologique du périmètre d'épandage.
- l'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- la localisation sur une représentation cartographique à l'échelle 1/25 000<sup>ème</sup> des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de cultures envisagés (cultures et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des boues qui seront épandues ;
- les doses maximales admissibles dans les sols, en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

#### **5.1.2.1.2**      *Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare*

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la succession culturale ou de la prairie concernée. Le potentiel d'épandage du périmètre est de 60 t d'azote et de 100 t de phosphore.

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les périodes d'épandage et les quantités d'azote apportées par les boues respectent les dispositions d'épandage du 5ème programme d'actions de Haute-Normandie ou tout programme d'actions qui viendrait le remplacer.

Les apports de phosphore (exprimé en  $P_2O_5$ ), toutes origines confondues, ne doivent pas dépasser 800 kg de  $P_2O_5$ /ha sur 10 ans sur terres labourées et 500 kg de  $P_2O_5$ /ha sur 10 ans sur prairies pâturées.

#### **5.1.2.1.3 Dispositifs de stockage des boues**

L'exploitant dispose sur son site d'une capacité de stockage des boues suffisamment dimensionnée pour assurer le stockage correspondant à la période la plus longue durant laquelle leur épandage est soit impossible, soit interdit, et notamment en zone inondable.

Deux bassins d'environ 8 000 m<sup>3</sup> unitaire permettent de stocker les boues traitées avant épandage.

#### **Article 5.1.2.2. Épandage**

##### **Modalités :**

L'exploitant respecte en tout point les dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 28 mai 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Haute-Normandie, ou toute autre version en vigueur.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser aux mieux les éléments fertilisants contenus dans les boues et d'éviter toute pollution des eaux.

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière à :

- assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque éco-toxicologique ;
- empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du Code de la Santé Publique, l'épandage des boues respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

##### **Programme prévisionnel annuel :**

Un programme prévisionnel d'épandage doit être établi une à deux fois par an, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début de chaque campagne d'épandage. Ce programme comprend :

- a) la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
- b) une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) selon les modalités définies précédemment ;
- c) une caractérisation des boues à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
- d) les préconisations spécifiques d'utilisation des boues de la sucrerie (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- e) l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Le programme prévisionnel est transmis à l'inspection des installations classées.

##### **Pesées et analyses des boues :**

La masse des boues à épandre est quantifiée par mesure directe avant sortie des installations de la société CRISTAL UNION, par un dispositif dûment vérifié, étalonné et reconnu par l'administration.

**Article 5.1.2.3. Stockages des boues et épaissement des boues****Stockages dans la sucrerie :**

Les ouvrages de stockage des boues de la sucrerie sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes les dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne (olfactive...) ou de nuisance pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage sont protégés des chutes fortuites des personnes.

**Épaissement des boues :**

Les boues liquides issues de la station d'épuration interne de la sucrerie sont égouttées, puis stockées dans des bassins permettant le stockage d'au moins 1 an de production de l'usine.

Les boues liquides issues de la station d'épuration interne sont pré-chaulées avant leur filtration sous vide, afin de les épaissir (concentration en matière sèche entre 50 et 80 g/L).

Les installations d'égouttage, de pré-chaulage, de filtration et de stockage sont dûment dimensionnées et entretenues, afin de ne pas créer de risques particuliers. Les stockages de boues ne doivent pas apporter de nuisances olfactives.

**Article 5.1.2.4. Épandage**

Les engins d'épandage des boues sont adaptés, entretenus et conduits par du personnel formé.

Les zones d'épandages des boues respectent les distances minimales du tableau suivant :

Éléments à protéger	Distance minimale d'isolement	Domaine d'application
Puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	35 m	Tous types de déchets, pente du terrain inférieure à 7 %
	100 m	Tous types de déchets, pente du terrain supérieure à 7 %
Cours d'eau et plan d'eau	5 m des berges	Pente du terrain inférieure à 7 % - Déchets non fermentescibles enfouis immédiatement après épandages
	35 m des berges	Pente du terrain inférieure à 7 % - Autres cas
	100 m des berges	Pente du terrain supérieure à 7 % - Déchets solides et stabilisés
	200 m des berges	Pente du terrain supérieure à 7 % - Déchets non solides ou non stabilisés
Habitation ou local occupé par des tiers, zone de loisirs ou établissements recevant du public	50 m	Cas général
	100 m	En cas de boues odorantes

**Article 5.1.2.5. Délais avant épandage**

Sous réserve des prescriptions de l'article L.131-2 du code de la santé publique, les délais minimaux de réalisation des épandages suivants sont respectés :

	Délai minimal	
Herbages ou cultures fourragères	3 semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.
	6 semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères	Autres cas
Terrains affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers	Pas d'épandage pendant la période de végétation	/
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru	10 mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes.
	18 mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même	Autres cas

---

**TITRE 6 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

**CHAPITRE 6.1 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO-SURVEILLANCE****ARTICLE 6.1.1. AUTOSURVEILLANCE DE L'ÉPANDAGE**

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

**Article 6.1.1.1. Cahier d'épandage**

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de 10 ans.

Ce cahier comporte les informations suivantes :

- les quantités de boues épandues par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les boues, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur des boues doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des matières (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

A la fin de chaque campagne d'épandage, des fiches d'apport parcellaires seront transmises aux agriculteurs. Elles comprennent les informations suivantes :

- la référence de la parcelle ;
- les surfaces et quantités épandues ;
- les cultures pré et post-épandage ;
- la date de l'épandage ;
- la date d'implantation de la CIPAN (culture intermédiaire piège à nitrates) ou de la culture dérobée, si les épandages sont réalisés à l'automne avant ou sur ces cultures ;
- l'apport d'azote total et disponible réalisé, ainsi que le coefficient « effet direct » à prendre en compte pour l'établissement du plan de fumure azoté à réaliser à la sortie de l'hiver ;
- l'apport des éléments fertilisants P (phosphore) et K (potassium) lorsqu'il est significatif, avec un conseil pour une gestion pluriannuelle de la fertilisation.

**Article 6.1.1.2. Autosurveillance des épandages****6.1.1.2.1 Surveillance des boues à épandre**

Chaque lot de boues destiné à l'épandage est analysé avant épandage.

Les analyses des boues portent sur :

- a) le taux de matière sèche ;
- b) les éléments de caractérisation de la valeur agronomique mentionnés à l'annexe VII c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

- c) les éléments métalliques ;  
 d) les composés traces organiques ;  
 e) les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les boues au vu de l'étude préalable.  
 Le nombre d'analyses est déterminé par le nombre de campagnes d'épandage et par les modalités pratiques de gestion des boues mises en œuvre en fonction des quantités de boues destinées à un épandage agricole sur le périmètre.

En fonction des résultats des analyses de CTO (Composés Traces Organiques) de la première année d'épandage, l'exploitant peut soumettre à l'avis de l'inspection des installations classées un protocole d'analyse allégé des CTO pour les épandages en année de routine.

Les boues à épandre respecteront les limites suivantes :

**- teneurs limites en éléments-traces métalliques :**

Eléments-traces métalliques	Valeur limite (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté en 10 ans (g/m <sup>2</sup> )	Flux cumulé maximum <b>apporté en 10 ans</b> pour les pâturages ou sol de pH < 6 (mg/m <sup>2</sup> )
Cadmium	10	0,015	0,015
Chrome	1 000	1,5	1,2
Cuivre	1 000	1,5	1,2
Mercure	10,000	0,015	0,012
Nickel	200	0,3	0,3
Plomb	800	1,5	0,9
Zinc	3 000	4,5	3
Chrome+Cuivre+nickel+zinc	4 000	6	0,12

**- teneurs limites en composés-traces organiques :**

Composés-traces organiques	Valeur limite dans les boues (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les boues en 10 ans (mg/m <sup>2</sup> )	
	Cas général	Épandage sur pâturage	Cas général	Épandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB*	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b) fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

\* PCB n°s 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

**6.1.1.2.2 Fréquence des analyses de boues :**

Indépendamment des prescriptions spécifiques du présent arrêté, les analyses des boues sont réalisées comme suit :

Nature	Fréquence minimale d'analyses par an (année de caractérisation)	Fréquence minimale d'analyses par an (année de routine)
Valeur agronomique des boues	10	6
Eléments-traces métalliques Cd, Cu, Cr, Hg, Ni, Pb, Zn, Oligo-éléments B	6	4
Composés traces organiques PCB 28, 52, 101, 108, 138, 153, 180 Fluoranthène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(a)pyrène	4	2

**6.1.1.2.3 Surveillance des sols**

Les sols sont analysés en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes pour le respect des valeurs limites en éléments traces métalliques comme suit :

**Valeurs limites de concentration dans les sols :**

Éléments traces métalliques dans les sols	Valeur limite (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300
Sélénium*	/
Chrome+cuivre+nickel+zinc	/

\* pour le pâturage uniquement

L'exploitant définit à ce titre un réseau de parcelles de référence. Sur chaque point de référence, représentatif d'une zone homogène du point de vue cultural et pédologique, repéré par ses coordonnées Lambert, les sols doivent être analysés :

- avant le premier épandage ;
- après l'ultime épandage (en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de(s) parcelle(s) sur lesquelles il se situe ;
- au minimum tous les 10 ans en répartissant les analyses de façon à analyser environ 1/10 des parcelles de référence chaque année.

Ces analyses portent sur le pH et sur les éléments traces métalliques mentionnés ci-dessus.

**6.1.1.2.4 Suivi de la fertilité chimique des sols**

Chaque année, une analyse de fertilité chimique du sol sera réalisée à raison d'une analyse pour 20 ha concernés par l'épandage des boues, dans l'année considérée.



## CHAPITRE 6.2 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

### ARTICLE 6.2.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 6.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyses et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réaliser en application de l'article R. 512-8 II 1° du Code de l'environnement, soit reconstituer aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

### ARTICLE 6.2.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE DE L'ÉPANDAGE

Le cahier d'épandage mentionné à l'article 6.1.1.1 est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et archivé pendant 10 ans.

## CHAPITRE 6.3 BILAN ANNUEL DES ÉPANDAGES

L'exploitant réalise annuellement un bilan des opérations d'épandage, ce bilan est adressé au préfet et aux agriculteurs concernés. Il comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des boues épandues ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Le préfet peut faire appel à un organisme indépendant de l'exploitant et mettre en place un dispositif de suivi agronomique des épandages dans un objectif de préservation de la qualité des sols, des cultures et des produits.

La M.I.R.S.P.A.A. (Mission Interdépartementale pour le Recyclage Agricole des Sous-Produits de l'Assainissement en Agriculture) a été désignée comme l'organisme indépendant chargé d'assurer le suivi agronomique des épandages dans l'Eure et en Seine-Maritime par un arrêté inter-préfectoral du 14 février 2002. La M.I.R.S.P.A.A. est destinataire de tous les documents de suivi élaborés dans le cadre de l'opération d'épandage des boues de la sucrerie.



Annexe au projet de prescriptions

FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRE D'APTITUDE  
(25 tableaux)

Vu pour être annexé à mon arrêté en date du : 31 MAI 2018

Rouen, le 31 MAI 2018

la préfète  
Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général  
Yvan CORDIER



FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL QUENEL  
Commune du siège : ANGIENS  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Parcelle		Commune		Appréciation à l'exploitation	
Code Silva	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Classe	Surface (ha)	Commentaires
7650067001	QUE 1	4.33	2	3.27	
			0	1.06	Ters
7650067006	QUE 6	11.62	2	8.46	
			0	3.16	Ters
7650067007	QUE 7	5.91	2	4.61	
			0	1.30	Occupation du sol
7650067011	QUE 11	6.97	2	5.38	
			0	0.59	Ters
7650067012	QUE 12	1.42	2	0.87	
			0	0.55	Ters
7650067014	QUE 14	1.21	2	1.21	
7650067015	QUE 15	3.10	2	3.10	
7650067017	QUE 17	1.66	2	1.66	
7650067018	QUE 18	6.31	2	6.31	
7650067019	QUE 19	4.04	2	4.04	
7650067020	QUE 20	9.95	0	3.52	Ters
			2	5.43	
7650067021	QUE 21	3.78	0	2.13	Ters
			2	1.65	
7650067030	QUE 03a	23.27	2	23.27	
7650067031	QUE 03b	20.34	2	20.34	
7650067040	QUE 04a	4.22	2	0.28	

FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : SCEA D'ARNOUVILLE  
Commune du siège : ERMELOUVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRIERE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)	Surface (ha)		Classe	Surface (ha)	Commentaires
7605076050	HAU 05a	19.43	ERMLOUVILLE		0	0.76	Tiers
					0	5.35	Tiers-Béâtre
7605076051	HAU 05b	15.94	SAINTECOLOMBE		2	13.08	
					0	0.21	Béâtre
7605076060	HAU 06a	45.70	SAINTECOLOMBE		2	15.73	
					2	45.37	
7605076061	HAU 06b	1.67	ERMLOUVILLE		0	0.33	Béâtre
					2	1.62	
7605076140	HAU 14a	4.35	ERMLOUVILLE		0	0.05	Béâtre
					0	0.50	Tiers
7605076141	HAU 14b	2.13	HOUEDETOT		2	3.85	
					2	2.13	
TOTAL		311.19					

Total Aptitude 0 :	14.54 ha
Total Aptitude 1 :	0.00 ha
Total Aptitude 2 :	286.65 ha

FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : SCEA D'ARNOUVILLE  
Commune du siège : ERMEVOUVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)			Classe	Surface (ha)	Commentaires
7605076001	HAU 01	9.46	ERMEVOUVILLE		2	8.26	
					0	1.20	Tiers
7605076002	HAU 02	29.93	ERMEVOUVILLE		2	25.89	
					0	0.04	Tiers
7605076003	HAU 03	9.87	ERMEVOUVILLE		0	0.14	Tiers
					2	9.73	
7605076004	HAU 04	31.35	ERMEVOUVILLE		2	31.35	
7605076007	HAU 07	18.26	ERMEVOUVILLE		0	1.70	Hydrogéologie
					2	16.56	
7605076008	HAU 08	8.92	ERMEVOUVILLE		2	8.92	
7605076009	HAU 09	29.12	ERMEVOUVILLE		2	28.12	
7605076010	HAU 10	4.46	ERMEVOUVILLE		2	3.21	
					0	1.19	Tiers
7605076011	HAU 11	7.23	HEBERVILLE		2	7.23	
7605076012	HAU 12	11.59	ERMEVOUVILLE		2	8.81	
					0	2.78	Tiers
7605076013	HAU 13	26.06	HEBERVILLE		2	25.06	
7605076015	HAU 15	13.85	BLOSSEVILLE		2	13.85	
7605076016	HAU 16	19.13	ANGIENS		2	18.94	
					0	0.29	Tiers
7605076017	HAU 17	5.42	ANGIENS		2	5.42	
7605076018	HAU 18	2.27	ANGIENS		2	1.51	

FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL DU BOSQUET  
Commune du siège : VÉNÉSTANVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Parcelle			Aptitude à l'épandage		
Code Suivra	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Commune	Classe	Surface (ha)
			Commentaires		
			Total Aptitude 0 :		
			Total Aptitude 1 :		
			Total Aptitude 2 :		



# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL DU BOSQUET  
Commune du siège : VENESTANVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)	Surface (ha)		Classe	Surface (ha)	Commentaires
7600012001	ANT 01		10.34	VENESTANVILLE	0	3.08	Tiers
7600012002	ANT 02		3.90	VENESTANVILLE	2	7.26	
7600012003	ANT 03		11.29	VENESTANVILLE	0	0.63	Tiers
7600012004	ANT 04		12.58	VENESTANVILLE	0	0.14	Tiers
7600012005	ANT 05		4.72	BRAMEIOT	2	11.15	
7600012006	ANT 06		7.35	BRAMEIOT	0	0.80	Tiers
7600012008	ANT 08		2.27	BLOSSEVILLE	2	11.78	
7600012010	ANT 10		33.28	BLOSSEVILLE	2	4.72	
7600012011	ANT 11		1.42	BLOSSEVILLE	2	7.03	
7600012120	ANT 12a		2.49	GUEUTTEVILLE-LES-GRÈS	0	0.32	Tiers + Périmètre de protection rapproché
7600012121	ANT 12b		0.62	BLOSSEVILLE	0	0.80	
7600012122	ANT 12c		0.37	ANGIENS	2	1.47	
TOTAL			90.63				

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL D'ORIVAL  
Commune du siège : SAINTE-COLOMBE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)			Classe	Surface (ha)	Commentaires
7676932001	COL 01	13,75		SAINTE-COLOMBE	2	10,97	
7676932002	COL 02				0	2,78	Tiers + bétail
7676932003	COL 03	16,35		SAINTE-COLOMBE	0	2,41	Tiers
7676932004	COL 04				2	13,94	
7676932005	COL 05	5,60		SAINTE-COLOMBE	2	5,30	
7676932006	COL 06				0	0,30	Tiers
7676932007	COL 07	7,60		PLEINE-SEVE	2	6,31	
7676932008	COL 08				0	1,29	Tiers
7676932009	COL 09	1,57		DROSAY	2	1,46	
7676932010	COL 10				0	0,11	Passage d'eau
7676932011	COL 11	21,18		SAINTE-COLOMBE	2	21,18	
7676932012	COL 12	5,03		DROSAY	2	5,03	
7676932013	COL 13	11,48		DROSAY	2	11,48	
TOTAL		82,56					

Total Aptitude 0 :	6,89 ha
Total Aptitude 1 :	0,00 ha
Total Aptitude 2 :	75,67 ha

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : SCEA NOBLESSE  
Commune du siège : VENESTANVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRIERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)	Surface (ha)		Classe	Surface (ha)	Commentaires
7600013101	N08 01b	5,47		RAINFREVILLE	2	5,21	
					0	0,26	Périmètre de protection rapproché
7600013120	N08 12a	2,83		CRASVILLE-LA-ROQUEFORT	2	2,83	
7600013121	N08 12b	1,28		VENESTANVILLE	2	1,28	
7600013130	N08 13a	4,38		BRAMEIOT	2	3,95	
					0	0,43	Zones d'infiltration
7600013131	N08 13b	0,28		VENESTANVILLE	2	0,28	
TOTAL		126,99					

Total Aptitude 0 :	8,86 ha
Total Aptitude 1 :	0,80 ha
Total Aptitude 2 :	118,13 ha

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : SCEA NOBLESSE  
Commune du siège : VÉNÉSTANVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)			Classe	Surface (ha)	Commentaires
7600013004	NOB 04	6,53	RAINREVILLE		2	6,53	
7600013005	NOB 05	7,26	TOCQUEVILLE-EN-CAUX		0	5,50	Périmètre de protection rapproché
					2	1,76	
7600013006	NOB 06	2,76	VÉNÉSTANVILLE		2	2,56	
					0	0,20	Tiers
7600013007	NOB 07	9,38	VÉNÉSTANVILLE		2	9,38	
7600013009	NOB 09	13,70	VÉNÉSTANVILLE		0	1,27	Bétoires + Dépressions
					2	12,43	
7600013010	NOB 10	11,80	VÉNÉSTANVILLE		0	0,05	Tiers
					2	11,75	
7600013011	NOB 11	7,58	VÉNÉSTANVILLE		2	7,58	
7600013014	NOB 14	6,78	BRAMETOT		2	6,78	
7600013015	NOB 15	7,90	BRAMETOT		2	7,90	
7600013020	NOB 02a	1,43	VÉNÉSTANVILLE		2	1,09	
					0	0,34	Tiers
7600013021	NOB 02b	7,70	RAINREVILLE		0	0,81	Bétoire
					2	6,89	
7600013030	NOB 03a	0,65	VÉNÉSTANVILLE		2	0,65	
7600013031	NOB 03b	6,15	RAINREVILLE		2	6,15	
7600013080	NOB 08a	11,13	VÉNÉSTANVILLE		2	11,13	
7600013081	NOB 08b	11,47	TOCQUEVILLE-EN-CAUX		2	11,47	
7600013100	NOB 01a	0,63	VÉNÉSTANVILLE		2	0,53	

FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : SCEA HEMERYCK DECAVEUX  
Commune du siège : BOURVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Parcelle		Commune	Aptitude à l'usage	
	Nom de la parcelle	Surface (ha)		Classe	Commentaires
7576934018	HEM 18	8.45	OUVILLE-LA-RIVIERE	2	571
				0	274
				0	123
7576934019	HEM 19	9.83	AUTHENY	2	860
				2	023
7576934130	HEM 13 B	0.23	LA GAILLARDE	2	023
TOTAL		120.21			

Total Aptitude 0 :	9.86 ha
Total Aptitude 1 :	0.00 ha
Total Aptitude 2 :	111.15 ha

**Raison sociale : SCEA HEMERYCK DECAYEUX**  
**Commune du siège : BOURVILLE**  
**Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE**

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Normandie, Mach 4, Avenue des Hauts-Grigneux, F-76420 BIHOREL  
Tel: 02 35 12 85 00 Fax: 02 35 61 81 77

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : BUREL PIERRE  
Commune du siège : FONTAINE-LE-DUN  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

		Parcelle		Commune		Aptitude à l'épandage	
Code Suivra	Nom de la parcelle	Surface (ha)		Surface (ha)		Classe	Commentaires
TOTAL		143,71					

Total Aptitude 0 :	33,67 ha
Total Aptitude 1 :	0,00 ha
Total Aptitude 2 :	110,04 ha

# **FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE**

Raison sociale : BUREL PIERRE  
Commune du siège : FONTAINE-LE-DUN  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)			Classe	Surface (ha)	Commentaires
7608255005	BUP 05	4.76	HOUDETOT		2	4.76	
7608255006	BUP 06	1.10	FONTAINE-LE-DUN		2	1.10	
7608255007	BUP 07	16.05	FONTAINE-LE-DUN		2	11.37	
					0	4.68	Tiers + Pente
7608255008	BUP 08	3.07	FONTAINE-LE-DUN		2	1.54	
					0	1.53	Tiers
7608255009	BUP 09	13.50	FONTAINE-LE-DUN		0	4.35	Tiers
					2	9.15	
7608255010	BUP 10	9.22	FONTAINE-LE-DUN		0	5.80	Hydrologie + Pente
					2	3.42	
7608255014	BUP 14	14.06	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES		2	14.06	
7608255015	BUP 15	4.81	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES		2	3.31	
					0	1.50	Occupation du sol
7608255019	BUP 19	2.06	AUTIGNY		2	2.06	
7608255020	BUP 20	2.55	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES		2	2.55	
7608255021	BUP 21	5.37	SAINT-LAURENT-EN-CAUX		2	5.37	
7608255110	BUP 11a	17.53	FONTAINE-LE-DUN		2	12.82	
					0	4.71	Tiers + Pente
7608255111	BUP 11b	2.30	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX		0	2.30	Pente
7608255170	BUP 17a	46.03	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES		0	7.50	Bétoire
					2	38.53	
7608255171	BUP 17b	1.30	BRAMETOT		0	1.30	Pente



# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL BUREL  
Commune du siège : SAINTE-COLOMBE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Parcelle			Aptitude à l'épandage		
Code Suivra	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Commune	Classe	Surface (ha) Commentaires
7676917001	BUR 01	36.72	SAINTE-COLOMBE	0	2.30 Passage d'eau
				2	34.42
7676917002	BUR 02	7.00	SAINTE-COLOMBE	2	7.00
7676917003	BUR 03	1.75	DROSAY	2	1.75
7676917004	BUR 04	10.38	DROSAY	2	10.38
7676917005	BUR 05	4.75	DROSAY	2	2.94
				0	1.81 Passage d'eau
7676917006	BUR 06	1.08	PLEINESÈVE	2	1.08
7676917007	BUR 07	1.64	CAILLEVILLE	2	1.64
7676917013	BUR 13 A	8.68	HAUTOT-LAUVRAY	2	8.68
7676917031	BUR 31	9.78	SAINTE-COLOMBE	2	7.35
				0	2.43 Tiers + Bétail
7676917130	BUR 13 B	1.63	SAINTE-COLOMBE	2	1.63
TOTAL		83.41			

Total Aptitude 0 :	6.54 ha
Total Aptitude 1 :	0.00 ha
Total Aptitude 2 :	76.87 ha

FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL OUVRY/LHEUREUX  
Commune du siège : LA GAILLARDE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRIERIE

Code Suiva	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Classe	Surface (ha)	Aptitude à l'épandage	
		Surface (ha)					Commentaires	
7612034002	OUL 02	7.30	BOURVILLE		2	7.30		
7612034003	OUL 03	5.93	BOURVILLE		0	0.05	Hydrogéologie	
					2	5.30		
7612034004	OUL 04	12.95	BOURVILLE		0	0.59	Tiers-Occupation du sol	
					2	12.36		
7612034007	OUL 07	56.50	BOURVILLE		0	2.52	Tiers-Hydrogéologie	
					2	53.98		
7612034010	OUL 01a	14.75	FONTAINE-LE-DUN		2	14.75		
7612034011	OUL 01b	13.30	BOURVILLE		2	13.00		
					0	0.30	Hydrogéologie	
7612034050	OUL 06a	1.03	HOUELOT		2	1.03		
7612034051	OUL 06b	0.06	BOURVILLE		2	0.06		
TOTAL		111.24						

Total Aptitude 0 :	3.46 ha
Total Aptitude 1 :	0.00 ha
Total Aptitude 2 :	107.78 ha

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL LES ETOCS  
Commune du siège : HOUDETOT  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Parcelle			Aptitude à l'épandage		
Code Suivra	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Commune	Classe	Surface (ha) Commentaires
7656249001	DEL 01	40.61	HOUDETOT	0	0.96 Tiers
				2	39.65
7656249002	DEL 02	10.24	HOUDETOT	2	9.83
				0	0.41 Tiers
7656249004	DEL 04	11.52	HOUDETOT	2	11.52
7656249005	DEL 05	8.47	HOUDETOT	2	8.47
7656249006	DEL 06	2.67	HOUDETOT	2	2.67
7656249007	DEL 07	5.41	HOUDETOT	2	5.41
7656249030	DEL 03a	38.16	HOUDETOT	0	2.18 Tiers + Passage d'eau
				2	35.98
7656249031	DEL 03b	1.16	ERMENOUVILLE	2	1.16
TOTAL		118.24			
				Total Aptitude 0 :	3.55 ha
				Total Aptitude 1 :	0.00 ha
				Total Aptitude 2 :	114.69 ha

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL DU BOHEME  
Commune du siège : SAINTE-COLOMBE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)	Surface (ha)		Classe	Surface (ha)	Commentaires
7676903001	BOH 03		5.25	ANGIENS	2	5.25	
7676903004	BOH 04		1.94	ANGIENS	2	1.94	
7676903006	BOH 06 A		3.95	ANGIENS	2	3.95	
7676903007	BOH 07		16.36	ANGIENS	2	15.34	
					0	1.02	Tiers
7676903008	BOH 08		6.45	DROSAY	2	6.45	
7676903009	BOH 09		5.52	DROSAY	2	5.52	
7676903010	BOH 10		6.06	HAUTOT-L'AUVRAY	2	6.06	
7676903011	BOH 11		11.57	SAINTE-COLOMBE	2	11.57	
7676903012	BOH 12		8.92	SAINTE-COLOMBE	2	8.92	
7676903013	BOH 13		7.37	SAINTE-COLOMBE	2	7.37	
7676903014	BOH 14		5.60	SAINTE-COLOMBE	0	3.23	Tiers + Passage d'eau
					2	2.37	
7676903016	BOH 16		1.82	SAINTE-COLOMBE	2	1.19	
					0	0.63	Tiers
7676903060	BOH 06 B		0.20	GUEJTEVILLE-LES-GRÉS	2	0.20	
TOTAL			81.01				

Total Aptitude 0 :	4.88 ha
Total Aptitude 1 :	0.00 ha
Total Aptitude 2 :	76.13 ha

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : VOISIN JEAN  
Commune du siège : CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Parcelle				Aptitude à l'épandage				
Code Suivre	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Commune	Classe	Surface (ha)	Commentaires		
Total Aptitude 0 :						8.88 ha		
Total Aptitude 1 :						0.00 ha		
Total Aptitude 2 :						1.46.95 ha		

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : VOISIN JEAN  
Commune du siège : CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)	Surface (ha)		Classe	Surface (ha)	Commentaires
7600020003	VOI 03		6,21	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES	0	1,31	Tiers
					2	4,90	
7600020004	VOI 04		5,87	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES	2	5,00	
					0	0,87	Tiers
7600020008	VOI 08		14,54	BOURVILLE	2	14,54	
7600020009	VOI 09		4,45	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES	0	0,63	Tiers
					2	3,82	
7600020010	VOI 10		6,94	BÈNESVILLE	2	6,94	
7600020011	VOI 11		0,65	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES	2	0,55	
7600020013	VOI 13		8,49	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES	2	8,49	
7600020014	VOI 14		11,58	FONTAINE-LE-DUN	0	3,37	Tiers
					2	8,21	
7600020015	VOI 15		5,75	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES	2	5,75	
7600020100	VOI 01a		38,95	BÈNESVILLE	0	2,35	Tiers
					2	36,60	
7600020101	VOI 01b		7,90	PRÉTOT-MOQUEMARE	0	0,35	Occupation du sol
					2	7,55	
7600020200	VOI 02a		35,50	CANVILLE-LES-DEUX-ÉGLISES	2	35,50	
7600020201	VOI 02b		9,10	BÈNESVILLE	2	9,10	
TOTAL			155,83				

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Normandie, Mach 4, Avenue des Hauts-Grigneux, F-76420 BIHOREL  
Tel : 02 35 12 85 00 Fax : 02 35 61 81 77

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL GOUPIL  
Commune du siège : ANGIENS  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

		Parcelle		Commune		Aptitude à l'épandage		
Code Suivra	Nom de la parcelle	Surface (ha)				Classe	Surface (ha)	Commentaires
7600067003	GOU 03	9.81	HOUEDETOT			2	9.81	
7600067004	GOU 04	16.68	ANGIENS			0	2.22	Tiers
						2	14.46	
7600067005	GOU 05	17.48	ANGIENS			2	15.66	
						0	1.82	Tiers
7600067006	GOU 06	2.26	ANGIENS			2	0.63	
						0	1.63	Tiers
7600067010	GOU 01a	45.81	HOUEDETOT			2	45.81	
7600067011	GOU 01b	1.19	ANGIENS			2	0.61	
						0	0.58	Tiers
7600067020	GOU 02	16.00	HOUEDETOT			2	16.00	
TOTAL		109.23						
							Total Aptitude 0 :	6.25 ha
							Total Aptitude 1 :	0.00 ha
							Total Aptitude 2 :	102.98 ha

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL DU MORET  
Commune du siège : ERMENOUVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Parcelle			Aptitude à l'épandage		
Code Suivra	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Commune	Classe	Surface (ha) Commentaires
7649889002	LEF 02	37,00	SAINTE-COLOMBE	0	0,03 Tiers
7649889003	LEF 03	7,65	SAINTE-COLOMBE	2	36,97
7649889004	LEF 04	36,10	SAINTE-COLOMBE	2	5,84
7649889005	LEF 05	4,50	SAINTE-COLOMBE	0	1,81 Tiers
7649889006	LEF 06	2,04	DROSAY	0	0,58 Tiers
7649889010	LEF 01	7,45	LE MESNIL-DURDENT	2	35,52
TOTAL		94,74			1,00 Tiers

Total Aptitude 0 :	3,42 ha
Total Aptitude 1 :	0,00 ha
Total Aptitude 2 :	91,32 ha



FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : GAEC D'AUTIGNY  
Commune du siège : AUTIGNY  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Parcelle			Aptitude à l'épandage			
Code Suivra	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Commune	Classe	Surface (ha)	Commentaires
7661162001	FAU 01	32,45	AUTIGNY	2	28,92	
				0	3,53	Tiers + Bétoire
7661162004	FAU 04	37,00	AUTIGNY	0	6,46	Tiers + Pente
				2	30,54	
7661162005	FAU 05	9,15	BÈNESVILLE	2	9,15	
7661162007	FAU 07	0,82	BRAMEIOT	2	0,82	
7661162008	FAU 08	1,17	AUTIGNY	0	1,17	Pente + Passage d'eau
7661162011	FAU 11	0,96	BLOSSEVILLE	2	0,66	
				0	0,30	Tiers
TOTAL		81,55				

Total Aptitude 0 :	11.46 ha
Total Aptitude 1 :	0.00 ha
Total Aptitude 2 :	70.09 ha

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : SELLE JEAN-FREDERIC  
Commune du siège : SAINT-VAAST-DIEPPELLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)	Surface (ha)		Classe	Surface (ha)	Commentaires
7663502014	SEL 14		31.17	HOUDEIOT	2	31.17	
7663502015	SEL 15		2.37	HOUDEIOT	0	0.64	Tiers
					2	1.73	
7663502017	SEL 17		12.95	FONTAINE-LE-DUN	2	11.55	
					0	1.30	Tiers
7663502018	SEL 18		16.41	BOURVILLE	0	1.68	Tiers
					2	14.73	
7663502019	SEL 19		3.58	BOURVILLE	2	1.48	
					0	2.10	Tiers + Passage d'eau
7663502020	SEL 20		8.26	HOUDEIOT	2	8.26	
7663502021	SEL 21		4.59	HOUDEIOT	2	4.59	
7663502022	SEL 22		0.39	SAINT-VAAST-DIEPPELLE	2	0.38	
					0	0.01	Tiers
7663502160	SEL 16a		0.84	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	2	0.84	
7663502161	SEL 16b		7.10	FONTAINE-LE-DUN	2	7.10	
TOTAL			274.70				

Total Aptitude 0 :	31.94 ha
Total Aptitude 1 :	0.00 ha
Total Aptitude 2 :	242.76 ha

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : SELLE JEAN-FREDERIC  
Commune du siège : SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRIERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Aptitude à l'épandage		
		Surface (ha)	Surface (ha)		Classe	Surface (ha)	Commentaires
7663502001	SEL 01		51,76	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	2	48,86	
					0	2,90	Tiers + Pente
7663502002	SEL 02		7,28	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	2	7,28	
7663502003	SEL 03		9,68	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	2	9,68	
7663502004	SEL 04		16,73	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	2	12,80	
					0	3,93	Pente
7663502005	SEL 05		19,25	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	2	14,42	
					0	4,83	Occupation du sol
7663502006	SEL 06		33,82	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	0	5,62	Pente
					2	28,20	
7663502007	SEL 07		5,91	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	2	3,76	
					0	2,15	Tiers + Pente
7663502008	SEL 08		14,00	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	2	12,62	
					0	1,38	Tiers
7663502009	SEL 09		7,03	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	0	1,42	Tiers
					2	5,61	
7663502010	SEL 10		13,60	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	0	2,09	Tiers + Bétoire
					2	11,51	
7663502011	SEL 11		3,06	SAINT-VAAST-DIEPPEDALLE	0	1,89	Tiers
					2	1,17	
7663502012	SEL 12		1,68	HOUEDETOT	2	1,68	
7663502013	SEL 13		3,24	HOUEDETOT	2	3,24	

SEDE ENVIRONNEMENT, Agence Normandie, Mach 4, Avenue des Hauts-Grigneux, F-76420 BIHOREL  
Tel : 02 35 12 85 00 Fax : 02 35 61 81 77

© Suivra

# FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL FERME GUERIN  
Commune du siège : ERMENOUVILLE  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Parcelle			Aptitude à l'épandage			
Code Suivra	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Commune	Classe	Surface (ha)	Commentaires
7664707002	GUE 02	26,71	HOUEDETOT	0	1,25	Tiers
				2	25,46	
7664707003	GUE 03	4,75	ERMENOUVILLE	2	4,70	
				0	0,05	Tiers
7664707008	GUE 08	21,36	HOUEDETOT	2	21,36	
7664707009	GUE 09	30,36	HÉBERVILLE	2	28,87	
				0	1,49	Tiers
7664707010	GUE 10	7,41	BOURVILLE	2	7,41	
7664707011	GUE 01a	29,06	ERMENOUVILLE	2	28,37	
				0	0,69	Tiers
7664707012	GUE 01b	1,40	HOUEDETOT	2	1,40	
TOTAL		121,05				

Total Aptitude 0 :	3,43 ha
Total Aptitude 1 :	0,00 ha
Total Aptitude 2 :	117,57 ha

FICHE PARCELLAIRE PAR EXPLOITATION AVEC COMMENTAIRES D'APTITUDE

Raison sociale : EARL QUENEL  
Commune du siège : ANGIENS  
Périmètre : PE FONTAINE-LE-DUN SUCRERIE

Code Suivra	Nom de la parcelle	Parcelle		Commune	Classe	Surface (ha)	Aptitude à l'épandage	
		Surface (ha)					Surface (ha)	Commentaires
7650067041	QUE 04b	5.17	HOUDETOT		0	3.94	Ters + Passere d'eau	
					2	4.82	Ters	
7650067050	QUE 05a	13.00	ANGIENS		2	13.00		
7650067051	QUE 05b	2.00	HOUDETOT		2	2.00		
7650067080	QUE 08a	7.99	ANGIENS		2	7.50		
					0	0.40	Occupation du sol	
7650067081	QUE 08b	0.15	HOUDETOT		2	0.15		
7650067130	QUE 13a	5.15	ANGIENS		2	5.15		
7650067131	QUE 13b	0.34	HOUDETOT		2	0.34		
7650067200	QUE 02a	10.87	LA GAILLARDIE		2	10.87		
7650067201	QUE 02b	1.17	ANGIENS		2	1.17		
7650067202	QUE 02c	7.50	HOUDETOT		2	7.50		
7650067203	QUE 02d	13.22	SAINT-PIERRE-EN-VER		2	13.22		
TOTAL		174.50						

Total Aptitude 0 :	17.90 ha
Total Aptitude 1 :	0.00 ha
Total Aptitude 2 :	157.30 ha



# Cartes d'aptitudes des périmètres d'épandage, par communes, de la société CRISTAL UNION à FONTAINE le DUN

Vu pour être annexé à mon arrêté en date du :  
31 MAI 2018

Rouen, le 31 MAI 2018  
la préfète

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général  
Yvan CORDIER

## LEGENDE

### Aptitudes



Inapte



Apte



Point de référence



Captage



Périmètre rapproché de captage



Périmètre éloigné de captage



Indice bétobre



Bétobre



Znieff\_de\_type\_II



Znieff\_de\_type\_I



Commune



























































































































